

PAGE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Une mobilisation blanche en 1851

L'équipe gouvernementale, élue en décembre 1847, se trouvait en face de difficultés, surtout d'ordre financier, presque insurmontables. Celle qui l'avait précédée avait laissé dans la caisse cantonale... 26 francs en espèces, alors que la dette flottante dépassait 300.000 fr. et que les frais de guerre et l'indemnité due à la Confédération se montaient à 1.100.000 fr.

De plus, la nouvelle constitution fédérale enlevait aux cantons de notables ressources ; le Valais, pour sa part, perdait en moyenne 45.000 fr. sur les péages, 30.000 fr. par la suppression des droits de consommation sur le vin et les spiritueux, etc. ; elle leur imposait par contre de nouvelles obligations surtout dans le domaine militaire.

Aussi le gouvernement avait-il été forcé de prendre des mesures exceptionnelles contre ceux qu'il jugeait responsables des conséquences de l'adhésion au Sonderbund, mais le décret du 29 janvier 1848, réunissant au domaine de l'Etat les biens ecclésiastiques, quoique accepté par le peuple, contribuait singulièrement à maintenir une atmosphère de malaise ; si des arrangements étaient intervenus avec l'Evêché, le Chapitre de Sion et l'Abbaye de St-Maurice, le prévôt du Grand St-Bernard restait intransigeant.

Une hostilité déguisée accueillait, surtout dans le Haut-Valais, les décisions prises pour sortir d'embarras et améliorer la situation.

C'est ainsi que l'évêque de Sion défendit aux desservants de paroisse d'exhiber les registres d'état civil qu'ils tenaient jusqu'alors et d'en remettre une copie à la chancellerie cantonale. A part Viège, les dixains orientaux s'abstinrent d'envoyer des élèves à un cours facultatif de sages-femmes. Une vaccination générale ayant été ordonnée à la suite de l'apparition du choléra en Suisse, les autorités et la population du Lötschenthal refusèrent obstinément de présenter leurs enfants au médecin ; elles n'obtempérèrent que sur la menace d'une occupation militaire de la vallée. En juin 1850, le Grand Conseil fut appelé à désigner un successeur au conseiller d'Etat Wellig, démissionnaire. Les quatre députés successivement élus se déroberent, ce qui provoqua une discussion orageuse au sein de l'assemblée législative. La séance dut être suspendue ; un nouveau scrutin aboutit enfin à l'élection de Léopold de Sépibus, de Mörel. L'effervescence n'en continuait pas moins, si bien que le 20 septembre 1850, plus de 50 députés et suppléants du Bas-Valais « sachant de source certaine que des symptômes d'agitation se manifestent de

nouveau dans le pays et désirant éviter au canton de nouvelles complications », se réunissent à Martigny et nomment une commission présidée par M. Pottier, pour examiner les moyens à prendre¹ ; il fut question de la séparation du canton.

Le principal obstacle à l'activité gouvernementale venait des communes habituées à une séculaire autonomie : la plupart ne tenaient ni comptabilité, ni registres, ni cadastre, ni inventaire de leur fortune. Le département des finances eut fort à faire à régulariser les bilans respectifs, compliqués tantôt par les débours des communes pour la mobilisation de 1847, tantôt par les avances de l'Etat.

Autre épine : la loi sur le régime communal du 6 juin 1851 avait l'inconvénient de multiplier les fonctionnaires et par ricochet les jalousies et les mécontentements. Mais c'est la loi, dite financière, on ne peut plus justifiée par les circonstances, qui déclencha le plus de grabuge. Nécessitée par la suppression des droits d'entrée, la cession des postes à la Confédération, la réduction du prix du sel et la réorganisation militaire, elle aurait dû trouver grâce devant le peuple qui gagnait ce que l'Etat perdait ; le Bas-Valais, habitué aux taxes communales, s'y résigna plus facilement, tandis que le Haut-Valais dans son ensemble fit grise mine à cette innovation qui lui rappelait désagréablement le régime français. Le 18 mai 1850 le Grand Conseil avait adopté en premiers débats un impôt *progressif* sur la fortune ; le 4 décembre, en seconds débats, il revint de sa précédente décision et le modifia en impôt *proportionnel* (1 ‰). Le vote populaire ne fut guère encourageant. Ce n'est que grâce à une disposition constitutionnelle qui considérait les abstentions comme votes affirmatifs, que le projet passa à une majorité fictive de 1743 voix² (12 janvier 1851). Deux mois plus tard paraissait l'arrêté ordonnant l'introduction du nouveau système financier dans tout le canton. Le Haut-Valais mit très peu d'empressement à se conformer aux prescriptions officielles, malgré les larges compensations qu'elles offraient. Dès le mois de mai, un mouvement se dessinait en faveur de la révision de la constitution, appuyé par un nouveau journal, antigouvernemental et antiromand, le *Walliserbote*, qui fut loin de prêcher la conciliation.

Sommées d'établir leurs rôles de contributions, quelques communes montrèrent une résistance catégorique, surtout dans les districts de Rarogne et de Brigue. Cette résistance, proposée dans une assemblée du premier de ces districts, ne trouva qu'une faible minorité — entre autre le futur conseiller d'Etat Léon Roten — pour conseiller de rester dans la légalité.

Décidé à faire respecter son autorité, le gouvernement envoya des commis-

¹ Protocole original en ma collection.

² Sur 19084 électeurs, il y avait eu 7799 bulletins négatifs.

saires dans les localités récalcitrantes. A St-Luc (Anniviers), ceux-ci, MM. J.-B. Briguet et Joseph Zermatten, obtinrent, après quelques explications, une soumission immédiate. A Gliss, la mission de MM. Michel Jordan et Alphonse Bonvin fut également couronnée de succès, mais, par contre, l'assemblée primaire exigea par un vote massif la révision de la constitution.

Les choses se passèrent moins pacifiquement dans trois communes de Rarogne occidental, Bürchen, Eyscholl et Unterbäch, qui déclarèrent aux représentants du Conseil d'Etat, MM. Léopold de Sépibus et le commandant de Nucé, qu'elles résisteraient par la force des armes (10 août). Attitude inconcevable, puisque le sommaire à payer pour tout le district de Rarogne occidental, qui comptait 3000 habitants, atteignait 574 fr., soit moins de 20 ct. par tête de population. Les trois communes réfractaires avaient respectivement à payer : Bürchen (344 h.) 81 fr. 48, Eyscholl (346 h.) 96 fr. 31, et Unterbäch (255 h.) 60 fr. 89. Bien exposées sur un plateau d'une heure et demie de développement entre Tourtemagne et la Viège, productrices de grains, de bétail et de bois, elles étaient dans une situation relativement bonne et supérieure à celles de la plaine, sujette aux inondations du Rhône. « *Bürchen*, écrivait en 1852 le capucin Furrer dans sa Statistique du Valais, *hat genug Korn, Eischoll genug gut, Unterbäch genug muth.* »

Comme cette sédition menaçait de s'étendre par l'envoi d'émissaires, le Conseil d'Etat décida d'y couper court. Le 11 août, il prenait l'arrêté suivant :

« Art. 1. — Les communes de Bürchen, Eyscholl et Unterbäch seront occupées par la force armée.

Art. 2. — Tous les frais occasionnés par la résistance de ces communes sont mis à leur charge. »

Le département militaire mettait sur pied une batterie d'artillerie (1 obusier et 2 canons), 1 compagnie de carabiniers, et le bataillon 53 (2 compagnies de chasseurs et 4 de fusiliers) sous les ordres du commandant P.-Ant. Amacker, préfet du district de St-Maurice, mais originaire d'Eyscholl ; il appliquait avant la lettre le précepte du maréchal Lyautey : « Montrer sa force pour éviter de s'en servir. »

La mobilisation s'effectua rapidement et en bon ordre. Le député Hyacinthe Darbellay écrivait à ce propos au conseiller national Pottier, en session à Berne : « 13 août, 1 heure,... Des carabiniers en char commencent à défiler sous mes croisées. Je vois à leur mine qu'ils ne se borneront pas à assiéger des bouteilles de vin rouge et que ceux qui sont cause qu'on les arrache au travail des moissons et des alpages auront un terrible compte à leur rendre... » Appréhensions heureusement vaines. La troupe devait se rassembler à Sion le jeudi 14 août à 2 h. Le Conseil d'Etat lui adressa une proclamation qui s'inspirait visiblement de celle du général Dufour quatre ans auparavant :

... « En pénétrant dans le district de Rarogne, rappelez-vous que les communes récalcitrantes sont habitées par des concitoyens. Ne souillez pas votre drapeau par des actes de violence qui seraient d'ailleurs sévèrement réprimés. Montrez-vous calmes, humains, disciplinés... »

Le conseil fut suivi. Ce même jour se signait à Bürchen une curieuse convention entre quelques délégués de Rarogne oriental et ceux des communes de Gliss, Mund, Birgisch, Eggisberg, Brigerbad, Bürchen, Unterbäch, « lesquels tous ensemble réunis au nom des communes susdites ont délibéré unanimement de se prêter main forte dans tous les cas où ils se trouveraient grevés par l'Etat de peines ou de troupes d'occupation et autres frais, de supporter et partager en commun dommages ou avantages résultant du rejet de la loi financière actuelle et de la demande en révision de la constitution. Nous nous engageons à persévérer dans tout ce que nous avons décidé de faire à ce sujet, quelle que soit l'issue ».

Pressées d'adhérer à cette ligue, les communes de Geschinen, Münster et Ernen renvoyèrent les agitateurs et prononcèrent de rendre personnellement responsables ceux qui adhéreraient à la rébellion. Dans le Bas-Valais, on colportait sous le manteau le bruit que les montagnards du Val d'Illiez suivaient avec intérêt la marche des événements et le lieutenant vaudois Vuichoud, désigné comme commandant de place à Monthey, avait la consigne secrète de surveiller les « sonderbundiens ».

Le 15 août, fête de l'Assomption, la troupe, à l'exception des compagnies du Fay et de Kalbermatten laissées momentanément à Sion, et celle de Filliez à Sierre, arrivait à Tourtemagne entre 4 et 5 heures. Des commissaires avaient été envoyés dans les trois communes séditieuses pour les sommer de se soumettre dans un délai expirant le lendemain matin à 8 heures. Le même soir, le préfet de Rarogne se présentait au quartier général avec les représentants d'Eyscholl et d'Unterbäch ; la soumission de ces communes était confirmée le lendemain matin. Quant à Bürchen, qui comptait un peu sur son isolement géographique (1338 m.), et beaucoup, d'une part, sur les localités engagées par l'acte de solidarité et d'autre part sur les... Autrichiens dont on annonçait qu'un fort contingent arrivait à la rescousse par le Simplon, il demandait un sursis jusqu'au surlendemain dimanche à midi, faveur qui lui fut nettement refusée. Le conseil de dixain de Viège blâma cette résistance et protesta de son loyalisme.

Le samedi matin, tandis qu'une compagnie de fusiliers gagnait Turtig, d'où part le chemin pour Unterbäch, qu'une se portait à Rarogne et qu'une troisième restait à Tourtemagne avec l'artillerie, les trois compagnies de carabiniers et de chasseurs se dirigeaient par Thermen sur Eyscholl où la population leur fit bon accueil. L'assemblée primaire ratifia la soumission et fit verser 1000 fr. d'acompte sur les frais d'occupation.

A 4 heures $\frac{1}{2}$ la troupe entraît à Unterbäch où elle fut reçue plus froidement. Le lendemain matin, 17 août, dimanche, à 6 h., l'assemblée primaire imitait sa voisine et à midi faisait amende honorable ; les carabiniers atteignaient Bûrchen qui, conscient de l'inutilité de la lutte, capitulait, malgré les encouragements d'émissaires venus de Gliss.

Ainsi se terminait sans coup férir et sans une goutte de sang cette campagne, la dernière prise d'armes de Valaisans contre des compatriotes.

Le lendemain, le Conseil d'Etat rappelait la troupe à Sion et avant de la licencier, la félicitait et la remerciait, ainsi que le commandant Amacker, pour sa bonne tenue et sa discipline. Les frais de la répression se montèrent à environ 10.000 fr. s. — exactement 8.976 fr. pour ceux d'ordre militaire — qui furent mis à la charge des communes fautives ; les $\frac{9}{10}$ furent acquittés de suite : la moitié des intérêts de cette somme leur aurait suffi à payer la totalité de l'impôt, cause du mal...

En séance du 22 novembre, le Grand Conseil, adoptant le préavis du Conseil d'Etat, fit preuve de générosité et renonça à toutes poursuites judiciaires contre les auteurs de la rébellion. L'exemple avait été efficace, les communes mirent plus de zèle à exécuter la loi et au mois de décembre la quasi totalité de l'impôt était rentrée.

Mais le pouvoir exécutif n'eut pas à se réjouir longtemps de sa facile victoire : les pétitions en faveur de la révision de la constitution circulèrent de plus belle et furent bientôt couvertes d'environ 8000 signatures ; bref, le 23 décembre 1852 une nouvelle charte était acceptée par 8223 oui contre 832 non. Elle comportait, comme principaux changements, la réduction du Conseil d'Etat de 7 à 5 membres et le rétablissement de l'autonomie du peuple en matière financière, toute élévation d'impôt étant soumise au référendum ; en outre, elle prévoyait un concordat pour régler les relations entre l'Eglise et l'Etat.

C'était un grand pas vers l'apaisement des esprits et le relèvement du pays.

J.-B. BERTRAND

Sources : *Courrier du Valais*, 1851.

Rapport de gestion du Conseil d'Etat et Bulletin des séances du Grand Conseil, 1851.

Proclamations et circulaires officielles.

P. Kämpfen : *Freiheitskämpfe*.

Collection personnelle de documents.

N.-B. — Je regrette de n'avoir pu obtenir de *notre* bibliothèque cantonale le prêt du « Walliser Bote » 1851 et de n'avoir pu faire entendre, comme je l'aurais désiré, l'autre son de cloche.